



Cabinet  
du  
Porte-Parole

18 avril 1996

**COMMUNIQUE N°48**

1.1 Le CNDD condamne l'assassinat du Lieutenant Colonel François FYIRITANO, commandant du 3ème Batallion Commando de la Province de Gitega. Ce forfait a été ourdi dans l'après midi du 14 avril 1996 par un de ses sous-officiers à la solde du Premier Ministre Antoine NDUWAYO.

1.2 Les militaires partisans du plan-génocide préconisé par M. NDUWAYO contre les hutu, reprochaient au feu Lt Colonel son refus d'ouvrir le feu sur le marché populaire de Bukirasazi. Après son assassinat, les soldats ont mitraillé le marché. Bilan : plusieurs blessés; 20 tués dont des enfants, des femmes et des vieillards. Les tutsi présents dans le marché ont été sacrifiés.

2. Le Lieutenant Colonel Longin MINANI, porte - parole de l'Armée Monoethnique Tutsi rebelle à la Démocratie est alors monté au créneau sur les ondes de la BBC, attribuant aux Forces pour la Défense de la Démocratie (FDD) la responsabilité de l'assassinat et le massacre des civils du marché de Bukirasazi. Il a poussé le sinisme jusqu'à affirmer que les FDD ont jeté les cadavres dans les latrines : une projection éhontée.

3. Mais le mauvais génie bondit de lui-même. En effet, la Radio dite "Nationale", contrôlée par cette armée en rébellion soutenait que le malheureux "Lieutenant Colonel avait sauté sur une mine". Soit deux thèses par deux organes d'une même institution de l'armée sur un même événement.

4. L'assassinat du Lt Col FYIRITANO a également été l'occasion d'un coup d'envoi au massacre de fonctionnaires hutu et tutsi démocrates dans la province de Gitega. Le Gouverneur, Macaire NAHIMANA, un hutu du FRODEBU a dû se réfugier à Bujumbura dès cet assassinat de celui qui le protégeait.

5. C'est la deuxième fois que les partisans du génocide contre les hutu orchestrent ce genre d'assassinat. Le premier fut l'ancien commandant du camp militaire de Mabanda. Il semble que le suivant serait le Lieutenant Colonel Nahigombeye, commandant de la 2ème région militaire.

6. Ces assassinats et ces massacres s'inscrivent dans la politique du Premier Ministre M. NDUWAYO rendue publique à la fin de l'année dernière dans un discours va-t-en guerre. Il vient de pousser le paroxysme jusqu'à armer des milliers de civils tutsi pour renforcer l'application du plan génocide de ce ministre. Il appelle cela la "*défense civile*" ou "*l'autodéfense*". Lors de sa précédente tournée en province, il ne s'est pas gêné d'affirmer, je cite : "***Ceux qui ne savent pas comment avoir des armes, je leur recommande d'approcher les forces de l'ordre. Ces derniers leur montreront comment.***"

7. Face à cette menace d'une hécatombe dans les deux communautés hutu et tutsi, le CNDD recommande aux populations tutsi de ne pas se laisser ainsi piéger et bêtement entraîner dans une solidarité négative d'une junte militaire qui, pendant 30 ans, a régné sans partage avec les autres couches sociales du pays. Qu'ils laissent cette armée s'embourber seule.

8.1 Quant aux vrais démocrates de ce monde, nous leur demandons de nous aider à endiguer ce "***génocide au compte-gouttes***" que l'armée monoethnique tutsi continue à perpétrer. Nous prions les vrais démocrates de faire pression sur l'ONU afin qu'elle applique dans les plus brefs délais la déclaration du Conseil de Sécurité (29 janvier 1996) qui se disait "***prêt (...) à prendre en considération l'imposition des mesures prévues par la Charte des Nations Unies incluant l'embargo sur les armes et des biens stratégiques destinés au Burundi (...).***" Il serait souhaitable que cet embargo frappe tous les biens sauf la nourriture et les médicaments.

8.2 Pour que cette mesure soit effective, elle devra frapper également les armes provenant de l'Uganda et du Rwanda. Une telle mesure contribuerait, aussi, à hâter l'avènement des négociations que l'armée en rébellion s'entête à refuser.

Pour le CNDD,  
Jérôme NDIHO  
Porte Parole

